

ÉTUDE ORIGINALE/RESEARCH ARTICLE

Géographie politique de l'opinion publique québécoise et réévaluation du « mystère » de Québec

Thomas Gareau-Paquette¹  et Jean-François Daoust² 

¹Department of Government, Cornell University, 214 White Hall, 123 Central Ave, Ithaca, NY, 14850, United States et ²École de politique appliquée, Université de Sherbrooke, 2500 boul. de l'Université Sherbrooke Québec J1K 2R1 Canada

Auteur correspondant : Thomas Gareau-Paquette ; Email : tg454@cornell.edu

Résumé

Une littérature importante en politique canadienne porte sur le(s) régionalisme(s) à l'échelle du pays, mais les dynamiques régionales intraprovinciales demeurent sous-étudiées. Dans cet article, nous analysons la géographie politique de l'opinion publique au Québec, où l'accent a été mis sur le « mystère de Québec », selon lequel la région de Québec se distingue du reste de la province, par exemple, en affichant des tendances conservatrices plus marquées. Nous produisons l'analyse la plus détaillée à ce jour des variations régionales des attitudes politiques au Québec, en comparant l'électorat de treize régions. Nos résultats mettent en évidence des variations régionales importantes tout en précisant et nuancant notre compréhension du « mystère de Québec ». Par exemple, la région est plus conservatrice sur la dimension économique et moins favorable à l'indépendance du Québec, mais pas plus conservatrice sur les attitudes culturelles. Nous concluons en offrant une perspective renouvelée sur les études régionales, suggérant l'existence d'autres « mystères » régionaux au moins aussi importants.

Abstract

An important scholarship in Canadian politics has focused on regionalism(s) at the country-wide level, yet intraprovincial regional dynamics remain understudied. In this article, we analyze the political geography of public opinion in Quebec, where emphasis has historically been placed on the “Quebec mystery.” The mystery posits that the region of Quebec is distinct from the rest of the province, for example, by being more conservative. We present the most detailed analysis to date of regional variations in key political attitudes in Quebec, comparing citizens from thirteen distinct regions. Our findings highlight important regional variations while refining our understanding of the “Quebec mystery.” For instance, the region is more conservative on the economic dimension and less favourable toward Quebec independence, but not more conservative on cultural attitudes. We conclude by offering a renewed perspective on regional studies, suggesting the existence of other regional “mysteries” within the province that are at least as important.

Mots-clés: Politique canadienne et québécoise; études régionales; opinion publique

Key words: Canadian and Quebec politics; regional studies; public opinion

Les études régionales constituent un objet d'étude de prédilection de la science politique canadienne. La vaste majorité des travaux portant sur les différences régionales se concentrent toutefois sur les disparités à travers tout le Canada (Cochrane et Perrella, 2012; Elkins et Simeon, 1980; Simeon et Elkins, 1974; Stiers et Hooghe, 2023; Boily et van den Brink, 2022)¹ au détriment des dynamiques régionales intraprovinciales. Le fait qu'il y ait peu d'études au niveau provincial est d'autant plus surprenant que plusieurs provinces canadiennes présentent des hétérogénéités régionales manifestes. Au Québec, cette diversité régionale est si prononcée qu'elle est considérée comme un axiome bien établi de la politique québécoise, notamment mis en lumière par le comportement électoral distinct de certaines régions. Par exemple, lors des élections provinciales de 2022, le Parti libéral du Québec (PLQ) a obtenu 34,1 % des votes sur l'île de Montréal alors qu'il n'a reçu que 14,4 % des votes exprimés sur l'ensemble du territoire québécois. Lors de la même élection, le Parti conservateur du Québec (PCQ) a recueilli plus de 20 % des voix dans la région de la Capitale-Nationale, comparativement à environ 13 % au niveau provincial.

Bien que des études antérieures aient identifié d'importants clivages régionaux en matière de comportement électoral, d'orientations politiques (telles que l'idéologie) et d'attitudes à l'égard de questions spécifiques comme l'indépendance du Québec et l'immigration (Pinard et Rafail, 2007; Turgeon et Bilodeau, 2014; Villeneuve et al., 2007), une lacune demeure quant à l'analyse détaillée de la géographie politique de l'opinion publique au Québec. Si la littérature existante a apporté de nombreuses contributions pertinentes, elle s'est néanmoins heurtée à des limitations méthodologiques importantes, notamment en raison du manque de données permettant des comparaisons régionales précises. À titre illustratif, même des enquêtes éclairantes et spécifiquement conçues pour étudier la politique québécoise sont habituellement restreintes à un échantillon d'environ 1 000 répondants à l'échelle de la province. Cette taille d'échantillon limite la possibilité d'analyser minutieusement les attitudes politiques des citoyens habitant dans les régions situées à l'extérieur des grands centres urbains comme Montréal et Québec. Cette contrainte force souvent l'amalgame de diverses régions hétérogènes aux caractéristiques distinctes qui mériteraient d'être étudiées séparément, entravant ainsi la possibilité d'étudier les régionalismes au Québec de manière systématique avec une catégorisation régionale plus détaillée.

Afin d'examiner les dynamiques politiques au sein des différentes régions du Québec, nous croyons qu'il est essentiel d'analyser plus finement l'opinion publique en distinguant de façon plus précise les régions du Québec, particulièrement dans un contexte où, à travers l'ensemble des démocraties post-industrielles, il semble se développer un « ressentiment » régional vis-à-vis des zones urbaines (Cramer, 2016; Walsh, 2012), de même qu'un sentiment d'être « laissés pour compte » (McKay, 2019). L'objectif de cet article est donc de dresser un portrait exhaustif des variations régionales en matière d'attitudes politiques au Québec. Cette

approche nous permet également d'examiner de façon plus claire un casse-tête important de la politique québécoise : le « mystère de Québec ». Malgré l'intérêt des études précédentes, comme celle de Daoust (2017), leurs conclusions restent contraintes par les limites des données disponibles. Notre approche permet quant à elle un examen beaucoup plus précis de la croyance populaire que constitue le « mystère de Québec », à savoir que les citoyens de la région de Québec seraient, entre autres choses, systématiquement plus conservateurs que ceux du reste de la province.

Afin de brosser le portrait le plus fin des dynamiques régionales dans l'opinion publique au Québec, mais aussi de réexaminer empiriquement la question du « mystère de Québec », nous utilisons conjointement les données des Études électorales canadiennes (ÉÉC) de 2019 et 2021 (Stephenson et al., 2021 ; Stephenson et al., 2022). Ces données récentes nous permettent de comparer l'opinion publique à travers treize régions distinctes, plutôt que de confiner notre analyse à un nombre plus limité de régions englobant de vastes territoires culturellement, politiquement, géographiquement et historiquement hétérogènes.

Nos résultats démontrent des variations régionales importantes sur plusieurs dimensions fondamentales de la politique québécoise et canadienne. Nos analyses confirment certains aspects du « mystère de Québec » en lien avec les attitudes économiques et la question de l'indépendance du Québec, qui ont été au cœur du discours expliquant l'appui plus important à certains partis dans la région depuis plusieurs décennies. Toutefois, contrairement aux attentes théoriques découlant de la croyance populaire, la région de Québec n'est pas systématiquement plus conservatrice en ce qui a trait aux attitudes dites « culturelles » (s'enquérant des attitudes à l'égard de l'immigration, aux modes de vie alternatifs et aux valeurs traditionnelles). Nous en concluons que certains aspects du mystère de Québec tiennent, mais que d'autres différences pourraient avoir été exagérées.

Notre article pointe également vers d'autres distinctions régionales importantes. En termes de conservatisme, c'est la région de Chaudière-Appalaches qui se distingue par des inclinations politiques plus à droite par rapport à l'ensemble de la province. De plus, les deux régions montréalaises (tant les régions définies comme « Est de Montréal » que « l'Ouest de l'Île ») se démarquent davantage que la région de Québec sur plusieurs attitudes politiques fondamentales. Ainsi, même après avoir contrôlé les facteurs sociodémographiques clés tels que le revenu, l'éducation et la langue, les Montréalais se révèlent systématiquement et substantiellement plus progressistes que le reste de la province. Nous terminons en explorant les répercussions de ces constats pour la politique québécoise et canadienne, les études régionales et la représentation politique.

Régionalismes en politique canadienne et québécoise

Les études politiques du régionalisme au Canada

Plusieurs travaux considérés comme étant classiques en politique canadienne ont analysé la façon dont la culture et les valeurs politiques varient à travers le Canada (Schwartz, 1967 ; Siegfried, 1907). Initialement influencées par les contributions majeures de Simeon et Elkins (1974) et Elkins et Simeon (1980) sur les cultures politiques provinciales, plusieurs recherches ont mis l'accent sur des attitudes

telles que la confiance et la perception d'efficacité politiques. Ce corpus s'est toutefois élargi pour incorporer des études sur l'opinion publique couvrant un éventail beaucoup plus large d'attitudes à l'échelle des différentes régions et provinces (p. ex., Brie et Mathieu 2021 ; Cochrane et Perrella, 2012 ; McGrane et Berdahl, 2013). Pour une synthèse approfondie de ce courant de recherche, voir Blanchard (2023).

Un autre volet des études régionales au Canada s'est concentré sur la manière dont certaines régions conditionnent les orientations politiques et idéologiques des citoyens. Par exemple, Turgeon et collaborateurs (2019) ont révélé que l'influence des valeurs libérales sur les attitudes des citoyens envers le port de symboles religieux varie entre le Québec et le reste du Canada (ROC).² De manière similaire, d'autres recherches ont examiné si les signaux utilisés par les électeurs du Québec et du reste du Canada dans leurs choix électoraux étaient distincts ou similaires (par exemple, Guérin et Nadeau, 1998).

De façon générale, deux grands mécanismes peuvent expliquer l'influence d'une région ou d'une autre unité géographique (p. ex., province, ville, village) sur les attitudes, opinions ou comportements politiques des citoyens : les effets de *composition* et les effets *contextuels*. D'une part, les effets de composition réfèrent à la tendance des individus à s'auto-sélectionner dans des endroits qui reflètent déjà leurs attitudes, valeurs ou caractéristiques personnelles, renforçant ainsi les particularités sociodémographiques d'une région. Par exemple, si Montréal attire principalement une population plus jeune et plus éduquée que la moyenne, alors l'opinion publique de cette ville pourrait s'avérer plus progressiste si ces groupes démographiques tendent à être davantage progressistes. Ici, la distinction ne proviendrait pas de la région (ou ville) elle-même, mais plutôt de la *composition* distincte de sa population.

D'autre part, contrairement aux effets de composition, les effets contextuels se concentrent sur l'environnement local, les expériences quotidiennes et les événements spécifiques du lieu géographique donné, influençant les attitudes des résidents indépendamment de leurs caractéristiques individuelles (Enos, 2017 : 29). Ces effets peuvent se manifester de diverses manières, incluant le contexte économique, le type d'industrie présent, le climat, les besoins spécifiques à l'unité géographique, etc. La notion de « scènes culturelles », reflétant différents modes de vie et variant à travers les territoires, est également utile dans la compréhension des effets contextuels. Par exemple, Silver et Miller (2014) ont montré que les circonscriptions possédant un nombre élevé de « scènes » associées à l'expression de soi, comme les musées et les studios de yoga, tendent à voter davantage à gauche.

L'analyse des effets de composition et contextuels fournit un cadre essentiel pour comprendre l'opinion publique entre différentes régions d'un même ensemble territorial. Cette compréhension approfondie des facteurs influençant les attitudes et comportements des citoyens à l'échelle locale est directement liée à l'importance des travaux sur le régionalisme au Canada, dont l'étude est cruciale pour plusieurs raisons. Premièrement, elles enrichissent notre compréhension de l'opinion publique à travers le pays. Deuxièmement, l'identification de variations régionales dans les valeurs et orientations politiques des citoyens permet d'éclaircir (au moins en partie) des phénomènes politiques antérieurs, tels que les résultats d'élections et de référendums, les orientations des politiques publiques et les mouvements

sociaux. Troisièmement, une analyse plus approfondie des valeurs et des orientations politiques des citoyens au niveau régional et provincial s'avère essentielle pour évaluer la qualité de la représentation démocratique au Canada. À ce chapitre, ces études participent également à l'élucidation de la notion d'« aliénation régionale » centrale en politique canadienne, définie comme une « idéologie politique du mécontentement régional enracinée dans l'insatisfaction des Canadiens de l'Ouest » à l'égard des politiques fédérales (Lawson, 2005 : 128). Quatrièmement, l'importance de la recherche en études régionales est exacerbée dans le contexte canadien, où les tensions régionales demeurent une source persistante de conflit (Bickerton, 2017). Cinquièmement, une compréhension nuancée des dynamiques régionales de l'opinion publique est essentielle pour comprendre les stratégies et les clientèles des partis.

L'importance de scruter les variations régionales de l'opinion et du comportement politiques n'est pas confinée aux études interprovinciales ; elle s'étend aussi aux analyses régionales au sein même des provinces. Néanmoins, ce niveau d'analyse a historiquement été relativement négligé, tant dans le contexte canadien (Cutler, 2008 ; Daoust et Blais, 2021 ; Golder et al., 2017) qu'international (Lago, 2021). Pourtant, de nombreux cas démontrent comment une perspective régionale peut enrichir de façon significative notre compréhension de divers aspects de la vie politique. Par exemple, la récente initiative du gouvernement du Québec pour promouvoir l'éolien à travers la province dans le but d'augmenter la production d'énergie, a suscité un éventail de réactions parmi les citoyens, variant particulièrement en fonction de leur localisation géographique. C'est donc que l'examen des variations régionales, notamment dans les attitudes politiques des citoyens face à des questions clés comme la protection de l'environnement, pourrait offrir une meilleure compréhension des réactions citoyennes et de la représentation politique à travers divers contextes régionaux (Fobissie, 2019).

Régionalisme et politique au Québec : pleins feux sur le « mystère de Québec »

Dans cette recherche, nous explorons les variations territoriales relatives aux attitudes politiques au sein du Québec. Les travaux antérieurs en études régionales québécoises ont mis en évidence certaines différences marquées en termes d'opinion publique et de comportement électoral, principalement en ce qui a trait au phénomène connu sous le nom de « mystère de Québec ». Dans la sphère politique, cette expression a été initialement utilisée pour décrire les résultats inattendus du référendum de 1995 dans la région de Québec, où le soutien à l'indépendance était plus faible que ce que la composition démographique et la proportion de francophones laissaient anticiper – voir en particulier la section « L'énigme de la région de Québec » de Gagné et Langlois (2002 : 119–122). L'expression « mystère de Québec » suggère que les électeurs de cette région seraient plus conservateurs et auraient des attitudes politiques distinctes de celles du reste de la province (par exemple, plus conservateurs, moins favorables à l'indépendance, ou encore moins satisfaction du fonctionnement démocratique). En conséquence, les partis politiques de droite tendent à y obtenir de meilleurs résultats électoraux qu'ailleurs au Québec. Cette tendance reste toutefois énigmatique, faute d'explication convaincante (voir Daoust, 2017). Néanmoins, de nombreuses pistes d'explications

potentielles ont été proposées et plusieurs ont formulé des hypothèses visant à expliquer le « mystère de Québec » et ses composantes.

Dans un premier temps, la question de la souveraineté du Québec a longtemps dominé le paysage politique québécois, avec des répercussions notables sur les comportements électoraux et les attitudes régionales et est encore très importante malgré un déclin de son pouvoir explicatif (Daoust et Jabbour, 2020 ; Daoust et Gareau-Paquette, 2023). Le « mystère de Québec » fait notamment référence à un paradoxe apparent où la région de Québec semble moins encline à soutenir le mouvement souverainiste par rapport aux autres régions à majorité francophones du Québec (Gagné et Langlois, 2002). Cet écart est particulièrement intrigant dans une ville qui est non seulement la capitale provinciale, mais également le « berceau historique » de l'identité francophone en Amérique du Nord.

Deuxièmement, certains chercheurs, comme Drouilly (2003), Villeneuve, Jodoin et Thériault (2007), ainsi que Gagné et Langlois (2002), ont avancé des explications s'appuyant sur des variables sociodémographiques afin de donner sens à ces divergences. Selon ces auteurs, les particularités des attitudes politiques au sein de la ville de Québec pourraient être imputées à des caractéristiques démographiques spécifiques à la région (reliées par exemple à l'occupation, l'éducation, le revenu, l'âge, etc.). Ces facteurs seraient, en somme, propices à un soutien accru aux partis de tendance conservatrice. Or, la composition sociodémographique de Québec et sa région, caractérisée par une forte présence de fonctionnaires francophones, devrait plutôt en faire un « bastion » des partis de gauche (Polèse, 2011). Cette hypothèse s'appuie notamment sur le lien historique entre l'identité francophone et une propension accrue à voter pour le Parti Québécois (Daoust et Jabbour, 2020), ainsi que sur la tendance des fonctionnaires à pencher politiquement à gauche (Blais et al., 1990), laissant le mystère entourant l'orientation politique de la région intact.

D'autres ont mis l'accent sur les attitudes et les valeurs politiques comme principales sources de ces différences, suggérant que des attitudes plus conservatrices parmi les citoyens de la région de Québec devraient logiquement se traduire par un soutien accru aux partis conservateurs. Ce postulat est cohérent avec ce que nous savons des décennies de recherche sur l'opinion publique et le choix électoral au Canada et dans le monde (Arzheimer et al., 2016 ; Gidengil et al., 2012). Le paysage médiatique de Québec, notamment la présence de stations de radio aux tendances conservatrices, jouerait par ailleurs un rôle dans l'émergence ou le renforcement de ces attitudes (Thibault et al., 2023).

De plus, le mécontentement et la désaffection politique sont régulièrement mis de l'avant dans les études sur la région de Québec. En lien avec l'écosystème médiatique décrit ci-haut, Thibault et collaborateurs (2023) discutent de la manière dont les discours des médias locaux à Québec s'inscrivent, selon plusieurs travaux antérieurs, dans « une mouvance populiste de droite » très critiquée de l'appareil bureaucratique gouvernemental (Thibault et al., 2023 : 62). Ces radios, souvent qualifiées de partisans et idéologiques, pourraient à la fois générer et/ou refléter un mécontentement démocratique plus profond, au moins parmi certains segments de la population. En particulier, Langlois (2005) étudie l'intérêt porté à ces stations, notamment en examinant leur popularité auprès d'un auditoire majoritairement masculin et issu de la classe moyenne « à scolarité moyenne et au statut d'emploi précaire » (Langlois, 2005 : 92). Cette classe inclurait des individus

souvent décrits comme des « jeunes hommes en colère », qui exprimeraient via ces radios leur mécontentement envers la société québécoise contemporaine et ses institutions. Parallèlement, Pinard et Rafail (2007) ont mis en évidence que la désaffection politique est plus élevée dans la région de la capitale provinciale, ce qui bénéficie aux tiers partis (par exemple, l'Action démocratique du Québec). Cette désaffection pourrait être alimentée par un sentiment de déclassement parmi les électeurs aux revenus modestes (Langlois, 2005), en particulier dans une région marquée par la présence notable d'une classe de fonctionnaires perçue comme privilégiée (Polèse, 2011). Cette dynamique, spécifique à la région en tant que siège du gouvernement provincial, pourrait contribuer à une forme de mécontentement démocratique spécifique à Québec. En somme, les citoyens de la région de Québec seraient non seulement moins souverainistes et plus conservateurs sur le plan économique et culturel, mais également plus insatisfaits du processus démocratique.

L'explication voulant que la ville de Québec soit plus encline à appuyer les partis de droite – car les électeurs auraient des opinions plus conservatrices – pourrait toutefois ne pas être aussi évidente qu'elle n'y paraît. D'un côté, Pinard et Rafail (2007) ont noté que les résidents de la ville de Québec exhibent « plusieurs caractéristiques culturelles susceptibles de favoriser la montée des conservateurs » (136), identifiant notamment une tendance à s'aligner davantage à droite (idéologiquement parlant), une opposition plus marquée à la redistribution des richesses, une moindre acceptation du mariage entre personnes de même sexe et un soutien plus prononcé aux entreprises par rapport au reste de la province. De l'autre, Daoust (2017) a également démontré que les citoyens de Québec ont une orientation légèrement plus à droite en matière d'idéologie politique et de redistribution économique. Cependant, l'auteur trouve peu de différences en ce qui a trait à d'autres attitudes et valeurs politiques clés. Ses conclusions mettent plutôt en lumière une nuance régionale spécifique : même si Québec n'est pas idéologiquement très différente du reste de la province, ses citoyens les moins aisés ne sont pas plus à gauche sur le plan économique que ses citoyens les plus aisés, contrairement au reste du Québec. En d'autres termes, alors que les électeurs les moins fortunés sont généralement plus réfractaires au conservatisme économique, cette relation ne se manifesterait pas à Québec. Les conclusions de Daoust (2017) soulèvent ainsi une interrogation cruciale : si les attitudes politiques ne sont pas le moteur de ces divergences régionales, quel autre facteur pourrait en être la cause ?

Plutôt que de souscrire à la notion de « mystère de Québec », Langlois (2007) postule que les attitudes politiques dans la capitale provinciale ne font que refléter des tendances plus générales observées dans la société québécoise francophone. Le sociologue avance deux hypothèses clés pour soutenir cette affirmation. D'une part, il émet l'idée que la ville de Québec, en sa qualité de siège du pouvoir politique provincial, serait naturellement moins encline à soutenir des partis souverainistes et par conséquent moins favorable à la gauche (Langlois, 2006). D'autre part, Langlois (2007) suggère que les enjeux liés à la langue et à l'immigration pourraient revêtir une importance moindre dans le calcul électoral des résidents de la ville de Québec. Cette hypothèse est appuyée par Polèse (2011), qui soutient que les problématiques spécifiques de Montréal, notamment

linguistiques et identitaires, ont tendance à occulter celles de la région de Québec, reléguant ainsi la ville de Québec à un rôle périphérique sur ces questions, et limitant plus largement son importance dans la sphère publique québécoise et sa capacité de mise à l'agenda des enjeux importants à Québec.

En somme, la région de Québec est couramment décrite comme étant plus conservatrice, tant en matière d'opinion publique que de comportement électoral. Celle-ci manifesterait également un niveau d'insatisfaction démocratique plus élevé que le reste de la province. Dans cet article, nous analysons ces dimensions de l'opinion publique. D'une part, sur la base de la revue des écrits, nous nous attendons à ce que les citoyens de la région de la Capitale-Nationale soient moins favorables à l'indépendance du Québec. De plus, les mêmes citoyens devraient avoir des attitudes économiques et culturelles davantage conservatrices. Finalement, les citoyens de la région de Québec devraient être davantage mécontents à l'égard de la démocratie. Ces quatre attentes principales, qui correspondent à la croyance populaire en politique québécoise et canadienne, sont formalisées par les hypothèses H1, H2, H3 et H4 ci-dessous :

Hypothèse 1 : les citoyens de la région de Québec sont moins favorables à la souveraineté du Québec que le reste de la province.

Hypothèse 2 : les citoyens de la région de Québec affichent des attitudes économiques plus conservatrices que le reste du Québec.

Hypothèse 3 : les citoyens de la région de Québec ont des attitudes culturelles plus conservatrices que le reste du Québec.

Hypothèse 4 : les citoyens de la région de Québec affichent des niveaux de mécontentement démocratique plus élevés que le reste du Québec.

Méthodologie

Afin d'étudier l'opinion publique des citoyens par région, nous mobilisons les données de sondages les plus vastes et accessibles, c'est-à-dire celles de l'Étude électorale canadienne (EEC) de 2019 et 2021 (Stephenson et al., 2021 ; Stephenson et al., 2022). Ces banques de données sont d'une grande pertinence en raison notamment de leurs importants sous-échantillons de répondants québécois. Dans l'enquête de 2019 de l'EEC, 1 514 répondants provenaient du Québec et, dans l'étude de 2021, l'échantillon comprend 4 109 répondants du Québec. Suivant la démarche de travaux antérieurs (par exemple, Blais, 2005 ; Blanchard, 2023 ; Daoust et Dassonneville, 2018), nous combinons les données d'Études électorales canadiennes, à savoir les plus récentes et importantes en termes d'échantillonnage au Canada (2019 et 2021). Les contextes électoraux des deux élections canadiennes lors desquelles se sont déroulées les collectes de données se sont avérés remarquablement similaires, ne confirmant aucun effet de « période » en 2021 par rapport à 2019 (Pammatt et Dornan, 2022 : 5).³

Ensuite, les informations géographiques contenues dans les données des CES relient les répondants à une circonscription fédérale, ce qui nous permet de générer une variable régionale à catégories multiples. Cependant, diviser les

régions au sein du vaste territoire québécois représente toujours un défi, tant conceptuel que méthodologique (lié au nombre d'observations par région). Il n'existe pas de consensus quant au nombre de régions adéquat pour une analyse précise des variations régionales au Québec. Les études antérieures ont proposé des classifications variées, oscillant entre trois, quatre, six, ou neuf régions, chaque approche adoptant des critères de division distincts (Durand et al. 2012; Godbout 2013). Cette situation s'explique en bonne partie en raison de contraintes méthodologiques telles que la taille de l'échantillon, qui oblige souvent les chercheurs à limiter ou réduire le nombre de catégories régionales à l'étude. Étant donné le nombre élevé d'observations dont nous bénéficions grâce aux Études électorales canadiennes, nous avons suffisamment de latitude pour créer une variable régionale davantage granulaire et adéquate. Notre classification originale s'appuie sur diverses sources, dont les divisions régionales des circonscriptions provinciales établies par Élections Québec (2023), les limites des régions administratives du Québec et les orientations les plus récentes de la Commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales pour le Québec (Chamberland, Blais et Massicotte, 2023). Au final, nous avons opté pour une classification à treize catégories. Cette approche rend davantage justice à l'hétérogénéité du territoire québécoise et reflète de manière cohérente les frontières des régions administratives officielles telles que définies par le gouvernement du Québec (MAMH, 2023).

Le **Tableau 1** détaille cette classification en précisant l'appartenance de chaque circonscription fédérale à une région donnée. En moyenne (bien que cela varie en fonction de la variable dépendante qui sera prédite), il y a environ 433 observations par région, et celle qui compte le moins de répondants est la région Bas-du-Fleuve/Est-du-Québec ($n = 160$). À l'inverse, des régions comme Montréal Est, l'Ouest de l'Île et la Montérégie comptent toutes plus de 800 répondants chacune. Au total, nos analyses intègrent un maximum de 5 623 citoyens. À notre connaissance, il s'agit de l'approche la plus granulaire parmi les études régionales du genre au Québec. Au demeurant, les analyses de puissance statistique (*power analyses*) confirment que la taille de l'échantillon est appropriée pour atteindre les objectifs spécifiés de cette étude.⁴

Notre étude se concentre sur les variations régionales de l'opinion publique des Québécois, avec une attention particulière à la région de Québec. Notre conception de la région de Québec s'articule autour des unités administratives que sont la *ville* de Québec et la *région administrative* de la Capitale-Nationale. Plus précisément, nous incluons les circonscriptions faisant partie de la ville de Québec ou de la région administrative de la Capitale-Nationale. Cette approche se veut systématique grâce aux deux critères mentionnés et est également en cohérence avec l'approche de plusieurs travaux importants, dont ceux de la *Commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales pour le Québec* (Chamberland, Blais et Massicotte, 2023), en plus de la littérature académique passée sur le mystère de Québec (Daoust, 2017; Pinard et Rafai, 2007; Villeneuve et al., 2007). La **Figure 1** ci-bas illustre la région de Québec géographiquement parlant et les circonscriptions fédérales incluses. Nous testons toutefois différentes conceptions alternatives de ce que représente la région de Québec plus tard et démontrons que nos résultats sont robustes et ne sont pas le fruit d'une opérationnalisation particulière de cette région.

Tableau 1. Régions, territoire couvert et nombre d'observations

| Région | Circonscription électorale | N |
|--|---|------|
| Bas-du-Fleuve/ Est-du-Québec | Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia ; Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine ; Montmagny-L'Islet-Kamouraska-Rivière-du-Loup ; Rimouski-Neigette-Témiscouata-Les Basques | 160 |
| Nord-du-Québec, Côte-Nord et Saguenay | Chicoutimi-Le Fjord ; Jonquière ; Lac-Saint-Jean ; Manicouagan ; Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou ; Abitibi-Témiscamingue | 240 |
| Région de Québec | Beauport-Limoilou ; Charlesbourg-Haute-Saint-Charles ; Beauport-Côte-de-Beaupré-Île d'Orléans-Charlevoix ; Louis-Hébert ; Louis-Saint-Laurent ; Québec ; Portneuf-Jacques-Cartier | 656 |
| Chaudière-Appalaches | Beauce ; Lévis-Lotbinière ; Bellechasse-Les Etchemins-Lévis | 212 |
| Centre-du-Québec et Mauricie | Bécancour-Nicolet-Sauvel ; Saint-Maurice-Champlain ; Trois-Rivières ; Drummond | 269 |
| Estrie | Brome-Missisquoi ; Compton-Stanstead ; Mégantic-L'Érable ; Richmond-Arthabaska ; Shefford ; Sherbrooke | 412 |
| Montréal | Beloeil-Chambly ; Brossard-Saint-Lambert ; Châteauguay-Lacolle ; Longueuil-Charles-LeMoine ; Longueuil-Saint-Hubert ; Montarville ; Pierre-Boucher-Les Patriotes-Verchères ; Saint-Jean ; Salaberry-Suroît ; Vaudreuil-Soulanges ; Saint-Hyacinthe-Bagot ; La Prairie | 854 |
| Montréal Est | Hochelaga ; Laurier-Sainte-Marie ; Bourassa ; Honoré-Mercier ; Papineau ; Rosemont-La Petite-Patrie ; Saint-Léonard-Saint-Michel ; La Pointe-de-l'Île ; Ahuntsic-Cartierville | 842 |
| Laval | Alfred-Pellan ; Laval-Les Îles ; Marc-Aurèle-Fortin ; Vimy | 274 |
| Lanaudière | Berthier-Maskinongé ; Joliette ; Montcalm ; Repentigny ; Terrebonne | 349 |
| Laurentides | Laurentides-Labelle ; Thérèse-De Blainville ; Mirabel ; Rivière-des-Mille-Îles ; Rivière-du-Nord | 256 |
| Ouest de l'île | Dorval-Lachine-LaSalle ; Lac-Saint-Louis ; Pierrefonds-Dollard ; Saint-Laurent ; LaSalle-Émard-Verdun ; Mont-Royal ; Notre-Dame-de-Grâce-Westmount ; Outremont ; Ville-Marie-Le Sud-Ouest-Île-des-Sœurs | 820 |
| Outaouais | Argenteuil-La Petite-Nation ; Gatineau ; Pontiac ; Hull-Aylmer | 279 |
| Total | 78/78 circonscriptions électorales incluses | 5623 |

Pour mesurer les principales composantes de l'opinion publique, nous nous concentrons sur certaines orientations et valeurs politiques clés, que nous divisons en quatre grands ensembles de variables : la souveraineté, les attitudes économiques, culturelles et les attitudes envers le fonctionnement démocratique. Ces attitudes mesurent plusieurs clivages fondamentaux en politique québécoise et canadienne, dont le clivage « libéral-autoritaire » associé à l'émergence accélérée du multipartisme dans la province après 2003 (Bélanger et Godbout, 2022 ; Bélanger et Daoust, 2020 ; Godbout, 2013), qui incluent des questions reliées à la « gestion de la diversité », les attitudes à l'égard de l'immigration, l'environnementalisme et les modes de vie alternatifs (par exemple, Cossette-Lefebvre et Daoust, 2020 ; Savoie et al., 2020).

Tout d'abord, nous nous concentrons sur les attitudes à l'égard de la souveraineté du Québec, qui est un élément central du « mystère de Québec », car il en représente l'origine. Nous examinons ensuite les attitudes économiques. Celles-ci sont de deux ordres. Quasi-universel, le clivage économique gauche-droite a été identifié comme crucial pour expliquer l'opinion publique des citoyens, le

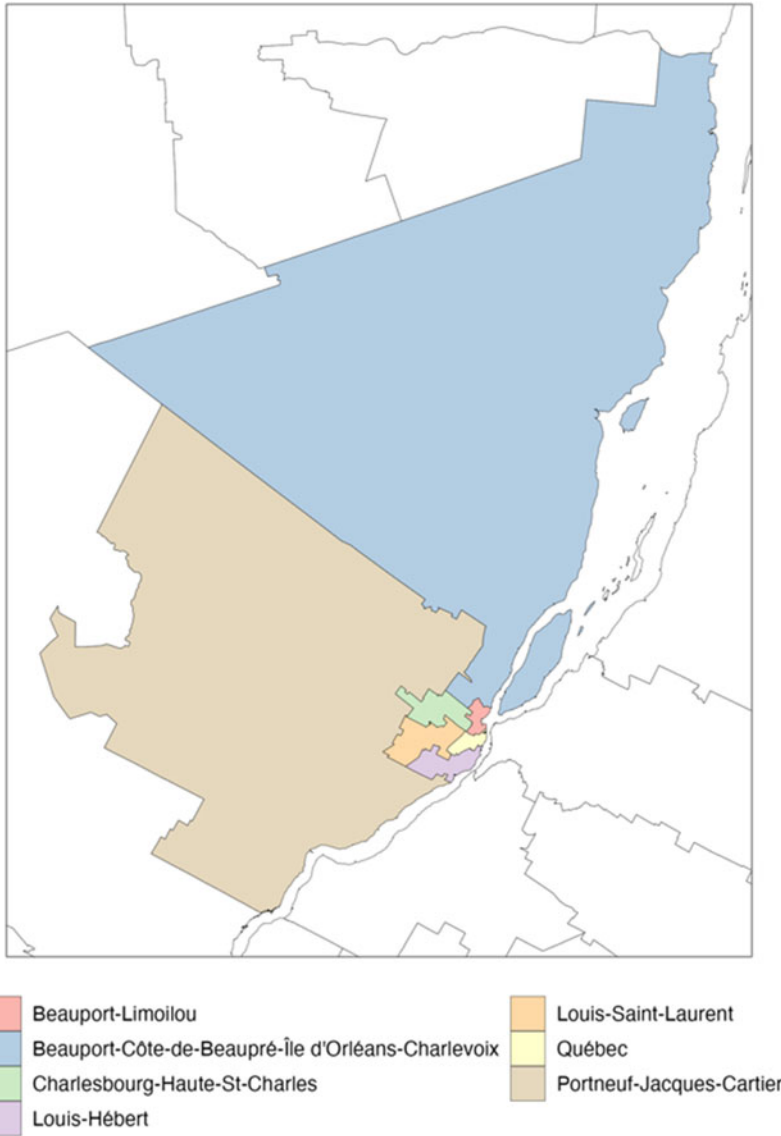


Figure 1. Territoire de la région de Québec

choix de vote et les programmes et politiques publiques des partis et des gouvernements (Bélangier et al., 2022 ; Guay et Gaudreau, 2018 ; Pétry, 2013). De plus, nous incluons dans cette première catégorie un clivage qui est de plus en plus important en considérant les attitudes à l'égard de l'environnement (Daoust, 2023). Troisièmement, nous nous intéressons aux attitudes dites culturelles en nous penchant sur trois aspects, amalgamés au sein d'un même index dit « culturel » (composé de 4 items, alpha de Cronbach = 0,60) : les attitudes à l'égard de

l'immigration (items 1 et 2), des valeurs familiales traditionnelles (item 3) et des minorités sexuelles (item 4). Enfin, nous incluons les attitudes démocratiques et nous nous concentrons plus précisément sur la satisfaction des citoyens à l'égard de la démocratie. Cette variable est théoriquement au cœur de la notion de « malaise démocratique » non seulement dans le contexte politique québécois, mais aussi plus largement dans les démocraties occidentales (Karmis et Rocher, 2012).

Le **Tableau 2** ci-dessous présente les indicateurs inclus et leur opérationnalisation correspondante. En somme, la première variable s'enquiert des attitudes à l'égard de la souveraineté du Québec, en utilisant la formulation traditionnelle. Le second groupe de variables intègre un indicateur mesurant les orientations économiques gauche-droite des répondants en se basant sur leur avis concernant la responsabilité du secteur privé dans la création d'emplois. Le deuxième indicateur économique, quant à lui, utilise une question de type « compromis » (« *trade-off* ») qui invite le répondant à privilégier sur une échelle allant de la création d'emplois à la protection de l'environnement. L'indicateur concernant le compromis entre emploi et environnement, bien qu'il ne corresponde pas à l'axe économique gauche-droite conventionnel, est intégré dans notre analyse pour refléter l'importance croissante des « nouveaux enjeux » comme l'environnement (Bélanger et al., 2022 ; Daoust, 2023) et en particulier la relation entre environnement et économie.

La troisième dimension à l'étude est axée sur les attitudes culturelles. L'index culturel tient compte des attitudes à l'égard de l'immigration en utilisant deux items : un « thermomètre d'appréciation » (0–100) à l'égard des immigrants, ainsi qu'une question relative aux seuils d'immigration souhaités au Canada en comparaison au niveau d'accueil actuel. Les deux derniers items de l'index s'enquiert des attitudes vis-à-vis des modes de vie « alternatifs » : le premier évalue la perception des répondants par rapport aux valeurs familiales traditionnelles, tandis que le second cible spécifiquement les opinions à l'égard des minorités sexuelles. Enfin, le troisième ensemble de variables s'articule autour de la satisfaction des citoyens à l'égard de la démocratie, mesurée via la question canonique et son opérationnalisation associée (Nadeau et al., 2023). Le **Tableau A1** en annexe fournit les statistiques descriptives pour toutes les variables.

Pour évaluer les variations régionales dans l'opinion publique au Québec, nous utilisons des modèles de régression OLS afin de générer des prédictions pour les cinq variables dépendantes détaillées ci-dessus et dans le **Tableau 2**. La variable indépendante principale est composée de treize catégories, chacune représentant une région distincte du territoire québécois. Afin de contrôler pour les « effets de composition » (voir notre discussion sur ces effets dans la section précédente), soit les variations attribuables à la démographie régionale, nous contrôlons pour l'âge, l'identité de genre, le niveau d'éducation, la langue, le clivage urbain-rural, le niveau de religiosité, le revenu et l'identité ethnoculturelle des répondants.⁶ Nous présentons également les résultats des modèles sans ces contrôles pour comparaison. Le **Tableau A3** détaille les formulations complètes des questions utilisées pour opérationnaliser ces contrôles. Ce faisant, notre stratégie d'estimation nous permet de comparer les régions sans attribuer de différences régionales à de simples variations dans les caractéristiques sociodémographiques des populations. Par exemple, les inclinations économiques davantage conservatrices d'une région

Tableau 2. Indicateurs et opérationnalisation des attitudes politiques

| Variables dépendantes | Formulation de la question | Codage ⁵ |
|---|--|---|
| Souveraineté | Êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à la souveraineté du Québec, c'est-à-dire que le Québec ne fasse plus partie du Canada ? | 0 = « Très opposé » ; 0,33 = « Plutôt opposé » ; 0,66 = « Plutôt favorable » ; 1 = « Très favorable » |
| Placement économique gauche-droite | Le gouvernement devrait laisser au secteur privé l'entière responsabilité de créer des emplois. | 0 = « Fortement en désaccord » ; 0,25 = « Plutôt en désaccord » ; 0,50 = « Ni en accord, ni en désaccord » ; 0,75 = « Plutôt en accord » ; 1 = « Fortement en accord ». |
| Emploi et environnement | Lorsqu'il existe un conflit entre la protection de l'environnement et la création d'emplois, les emplois devraient avoir la priorité. | 0 = « Fortement en désaccord » ; 0,25 = « Plutôt en désaccord » ; 0,50 = « Ni en accord, ni en désaccord » ; 0,75 = « Plutôt en accord » ; 1 = « Fortement en accord ». |
| Index culturel | Que pensez-vous des différents groupes ci-dessous ? Veuillez glisser la barre sur un chiffre entre 0 et 100, où 0 indique que vous n'aimez vraiment pas du tout un groupe et 100 que vous aimez vraiment beaucoup un groupe. Immigrants. | Échelle allant de 0 à 100, recodée de manière à ce que 0 devienne 100 et 100 devienne 0, puis normalisée pour s'inscrire dans une plage allant de 0 à 1. |
| | Pensez-vous que le Canada devrait admettre : | 0 = « Plus d'immigrants » ; 0,5 = « À peu près le même nombre d'immigrants » ; 1 = « Moins d'immigrants ». |
| | Il y aurait moins de problèmes dans ce pays si on accordait plus d'importance aux valeurs familiales traditionnelles. | 0 = « Fortement en désaccord » ; 0,25 = « Plutôt en désaccord » ; 0,50 = « Ni en accord, ni en désaccord » ; 0,75 = « Plutôt en accord » ; 1 = « Fortement en accord ». |
| | Selon vous, combien devrait être fait pour les gais et lesbiennes ? | 0 = « Beaucoup plus », « Un peu plus », « Ni plus ni moins » ; 1 = « Un peu moins », « Beaucoup moins » |
| Satisfaction à l'égard de la démocratie | Dans l'ensemble, quel est votre niveau de satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie au Canada ? | 0 = « Pas du tout satisfait » ; 0,33 = « Pas très satisfait » ; 0,66 = « Assez satisfait » ; 1 = « Très satisfait » |

donnée pourraient potentiellement découler d'une plus grande concentration de ménages à revenus élevés sur ce territoire, étant donné que les individus plus fortunés ont tendance à adopter des positions fiscalement plus conservatrices. Or, en contrôlant pour les facteurs socio-économique mentionnés ci-haut, nous sommes à même d'estimer avec davantage de précisions les variations régionales dans les attitudes politiques qui ne sont pas dues à ces variables contrôles.⁷

Résultats

Géographie politique de l'opinion publique au Québec

Avant de tester systématiquement et d'examiner de manière rigoureuse l'idée reçue concernant le « mystère de Québec », nous offrons un panorama de la géographie

politique de l'opinion publique dans la province. Les résultats sont présentés à travers la visualisation des valeurs prédites pour chaque attitude politique dans les treize régions. Les régressions à l'origine de ces valeurs prédites sont présentées dans les Tableaux A4–A6 de l'Annexe en ligne. Afin d'illustrer de possibles effets de composition, chaque valeur prédite est illustrée à la fois avec et sans l'inclusion de variables de contrôle. Pour une clarté optimale dans la présentation, toutes les variables sont recodées sur une échelle de 0 à 1, tel qu'indiqué dans le Tableau 2. Dans l'évaluation des attitudes envers la souveraineté (Figure 2), des valeurs élevées indiquent un plus fort soutien, tandis que des valeurs plus basses traduisent une opposition au projet souverainiste. Pour les attitudes économiques (Figure 3) et culturelles (Figure 4), les valeurs les plus élevées reflètent des attitudes plus conservatrices. Cependant, en ce qui concerne la satisfaction à l'égard de la démocratie (Figure 5), des valeurs supérieures signifient des niveaux de satisfaction plus élevés. Notre analyse débute par une exploration des différences régionales à l'égard de la souveraineté du Québec. Les résultats sont illustrés dans la Figure 2.

Premièrement, en ce qui concerne les attitudes à l'égard de l'indépendance du Québec, les différences régionales sont très importantes d'une région à l'autre. Par exemple, des régions telles que le Bas-du-Fleuve et Est-du-Québec, Lanaudière et les Laurentides appuient majoritairement l'indépendance. À l'inverse, des régions comme l'Ouest de l'Île et l'Outaouais se positionnent nettement contre l'indépendance, même après l'ajustement de facteurs sociodémographiques tels que la langue. Ensuite, la région de Québec montre un appui légèrement inférieur à la moyenne provinciale, mais l'écart est très modeste (i.e., moins de 0,03 sur une échelle de 0 à 1).

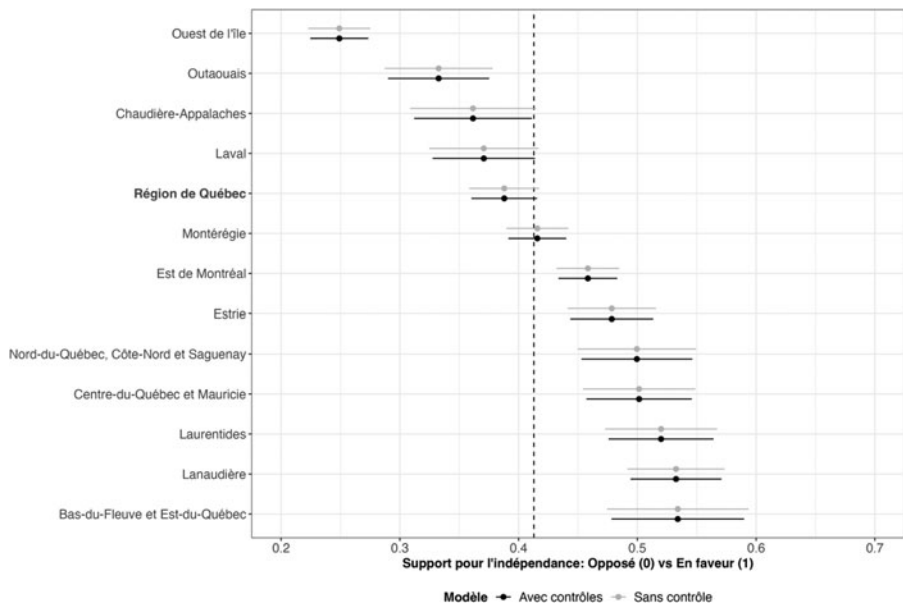


Figure 2. Géographie politique des attitudes à l'égard de l'indépendance du Québec

Notes. La ligne verticale (en pointillés) indique la moyenne de l'ensemble de l'échantillon. Les intervalles de confiance à 95 % sont inclus. Les régressions utilisées pour calculer les prédictions sont présentées dans le Tableau A4.

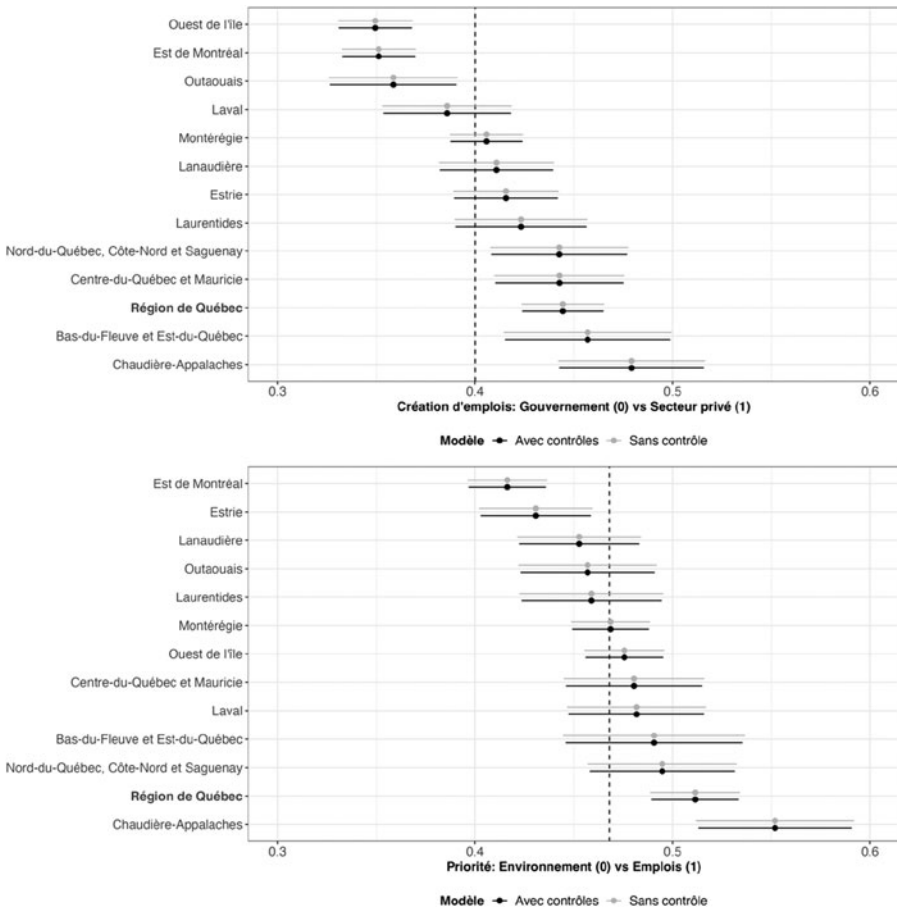


Figure 3. Géographie politique des attitudes économiques

Notes. La ligne verticale (en pointillés) indique la moyenne de l'ensemble de l'échantillon. Les intervalles de confiance à 95 % sont inclus. Les régressions utilisées pour calculer les prédictions sont présentées dans le Tableau A5.

Ensuite, les variations régionales concernant le clivage économique gauche-droite sont également notables, telles qu'illustrées à la Figure 3 ci-bas. Par exemple, sur la question de la création d'emploi (figure supérieure de la Figure 3), la région de Chaudière-Appalaches présente des tendances économiques conservatrices avec un score de 0,48 se situant substantiellement à droite de la moyenne globale de l'échantillon (représentée par la ligne pointillée). À l'opposé, les deux régions de Montréal (Ouest de l'Île et l'Est de Montréal) s'alignent substantiellement plus à gauche de la moyenne provinciale. La région de Québec, quant à elle, se positionne à droite de la moyenne provinciale, tout en demeurant la troisième région la plus à droite de la province sur cet indicateur.

En ce qui a trait à la question « de compromis » entre l'économie et l'environnement, on note également plusieurs variations régionales. Encore une fois, la région de Chaudière-Appalaches se distingue en manifestant une préférence pour l'emploi

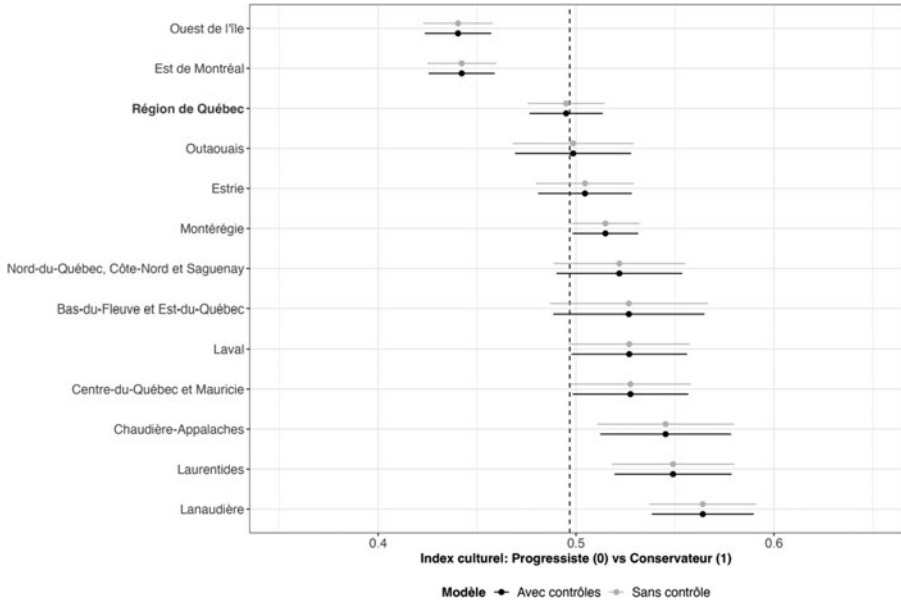


Figure 4. Géographie politique des attitudes culturelles

Notes. La ligne verticale (en pointillés) indique la moyenne de l'ensemble de l'échantillon. Les intervalles de confiance à 95 % sont inclus. Les estimations des résultats des régressions, à partir desquelles les valeurs prédites ont été calculées, sont présentées dans le Tableau A6.

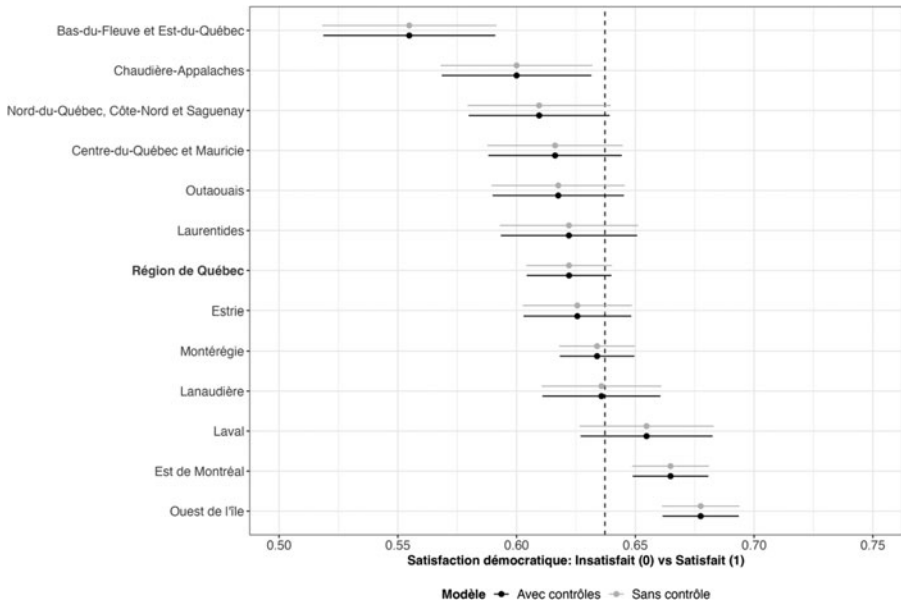


Figure 5. Géographie politique de la satisfaction avec la démocratie

Notes. La ligne verticale (en pointillés) indique la moyenne de l'ensemble de l'échantillon. Les intervalles de confiance à 95 % sont inclus. Les estimations des résultats des régressions, à partir desquelles les valeurs prédites ont été calculées, sont présentées dans le Tableau A6.

au détriment de l'environnement, affichant une valeur prédite de 0,55 sur une échelle de 0 à 1, soit un score substantiellement supérieur à la moyenne provinciale de 0,47. À l'inverse, l'Est de Montréal ressort comme la région la plus favorable à l'environnement, suivi de près par l'Estrie. Quant à la région de Québec, elle se positionne légèrement au-dessus de la moyenne provinciale, indiquant une tendance à privilégier l'emploi sur l'environnement.

Troisièmement, nous examinons les différences régionales au Québec en ce qui concerne les attitudes culturelles à l'étude en générant un index capturant différentes attitudes culturelles « progressistes » ou « conservatrices ». Sur la base des idées reçues concernant le « mystère de Québec », nous nous attendons à ce que la région de Québec soit davantage conservatrice. Les résultats sont présentés dans la [Figure 4](#) ci-dessous.

La [Figure 4](#) illustre les variations régionales des attitudes culturelles au Québec. L'index culturel est composé de quatre indicateurs centrés sur les attitudes à l'égard de l'immigration, des minorités sexuelles et des valeurs familiales. Un score plus élevé sur cet indice indique une tendance plus conservatrice sur la dimension culturelle. Les valeurs prédites révèlent d'importantes différences entre les régions. Par exemple, les deux régions de Montréal (Ouest de l'Île et Est de Montréal) affichent des attitudes plus progressistes. A contrario, des régions comme Lanaudière, les Laurentides et, encore une fois, Chaudière-Appalaches se distinguent par des postures nettement plus conservatrices sur cette dimension. Pour sa part, la région de Québec, avec une valeur prédite de 0,49, indiquant que ses attitudes reflètent fidèlement la moyenne provinciale. Autrement dit, la région de Québec ne s'impose donc pas comme une région uniformément conservatrice par rapport aux clivages culturels. En comparaison, les régions de Montréal (c'est-à-dire l'Est et l'Ouest de l'île) se démarquent de façon beaucoup plus prononcée (comparativement à la moyenne québécoise).

Nous examinons finalement la satisfaction des citoyens envers le fonctionnement de la démocratie. Les valeurs prédites sont illustrées dans la [Figure 5](#), où un score plus élevé signale une satisfaction plus grande. Alors que la majorité des régions convergent autour de la moyenne provinciale, la région Bas-du-Fleuve/Est-du-Québec se démarque par son niveau de satisfaction plus faible (estimé à 0,55) que la moyenne provinciale de 0,64. À l'inverse, l'Ouest de l'Île de Montréal se place en première position avec un score estimé à 0,68, surpassant la moyenne provinciale de 0,64 (sur une échelle allant de 0 à 1). Quant à la région de Québec, celle-ci présente une valeur prédite de satisfaction démocratique de 0,62, ce qui est très proche de la moyenne provinciale.

Le « mystère de Québec » : un test systématique et une réévaluation

Jusqu'ici, nous avons détaillé la géographie de l'opinion publique relative à des enjeux politiques centraux au sein du contexte québécois, une synthèse illustrée par les [Figures 2 à 5](#). Ces représentations graphiques permettent énormément de comparaisons entre treize régions sur cinq attitudes clés à la compréhension du paysage politique québécois contemporain. Bien qu'elles soient riches en information, les résultats précédents ne permettent pas de tester statistiquement parlant nos deux hypothèses qui, s'appuyant sur la croyance populaire à l'égard du « mystère de

Québec », avancent que les résidents de la région de Québec sont moins favorables à l'indépendance du Québec, plus conservateurs et moins satisfaits de leur système démocratique comparativement au reste de la province. Pour tester nos hypothèses de manière systématique, nous employons une série de cinq régressions OLS, chacune ciblant les cinq groupes d'attitudes examinés dans cet article. Après avoir utilisé une variable en treize catégories pour produire de riches comparaisons, l'évaluation de la croyance populaire quant au « mystère de Québec » nécessite l'utilisation d'une variable dichotomique indiquant si le répondant réside dans la région de Québec ou ailleurs dans la province (Daoust, 2017). Nous incluons les mêmes variables contrôles (voir le Tableau A8). En complément, nous présentons également le résultat de ces analyses pour chaque attitude politique sans l'inclusion de ces variables contrôle (voir le Tableau A7).

Au regard de la croyance populaire qui sous-tend nos hypothèses, nous nous attendons à ce que la variable « région de Québec » soit statistiquement significative pour chacune des quatre régressions et allant dans le sens décrit dans les quatre hypothèses (H1–H4). La [Figure 6](#) visualise les coefficients des régressions OLS mettant en lumière l'effet de la résidence dans la région de Québec (comparativement au reste du Québec) sur les cinq variables dépendantes à l'étude (pour un examen plus détaillé, voir le Tableau A8). Premièrement, lorsqu'on contrôle pour les facteurs sociodémographiques tels que la langue, les citoyens de la région de Québec apparaissent moins souverainistes que le reste de la province. Deuxièmement, Québec est plus à droite ou conservatrice lorsqu'il est question de la place du secteur privé dans la création d'emploi. Troisièmement, Québec est également plus conservatrice lorsqu'il faut trancher entre l'économie et l'environnement. Quatrièmement, Québec n'est pas plus conservatrice que le reste du Québec du côté des attitudes culturelles, qui englobent les attitudes envers l'immigration, les minorités sexuelles et les valeurs traditionnelles. Cinquièmement, la région de la Québec semble moins satisfaite envers le fonctionnement démocratique.

Dans l'ensemble, notre étude illustre une réalité complexe et nuancée par rapport à la région de Québec, remettant en question certaines idées préconçues liées au « mystère de Québec ». Premièrement, l'appui à l'indépendance y est effectivement moins prononcé qu'ailleurs au Québec, avec une différence notable de -0,07, nous ramenant au fondement du mystère de Québec. Deuxièmement, la région de Québec est davantage conservatrice en termes d'attitudes économiques, conformément à la croyance populaire. La différence n'est ni énorme ni triviale, tournant autour de 0,6 (sur une échelle de 0 à 1). Ensuite, contrairement à la croyance populaire, les résultats quant aux attitudes culturelles indiquent que la région de Québec n'est *pas* distincte du reste du Québec sur cet aspect. Alors que nous nous attendions à ce que la région de Québec soit plus « culturellement conservatrice », nos résultats démontrent qu'elle ne diffère pas significativement du reste de la province sur ce groupe d'attitudes. Finalement, en ce qui a trait à la satisfaction à l'égard du fonctionnement démocratique, l'effet négatif de 0,02 est très faible et peut difficilement être considéré comme étant substantiel. Nos résultats et grandes conclusions quant à la réévaluation du mystère de Québec se trouvent au [Tableau 3](#) ci-bas :

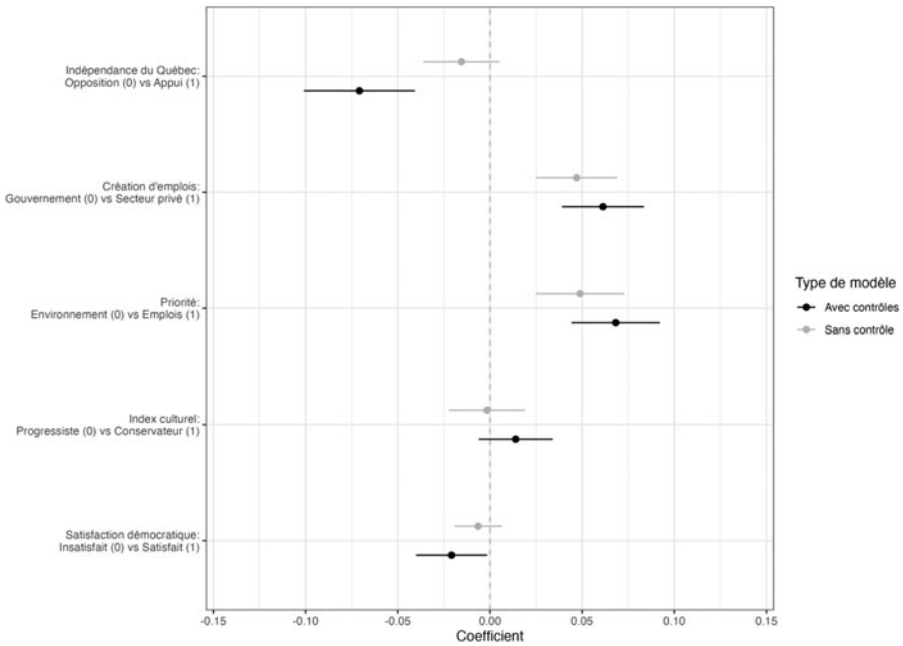


Figure 6. Effet de résider dans la région de Québec sur cinq attitudes

Notes. Les variables indiquées en axe des y représentent la variable dépendante d’une régression donnée (dont les résultats complets sont présentés aux Tableaux A7 [sans contrôle] et A8 [avec contrôle]). Les intervalles de confiance à 95 % sont inclus.

Robustesse des résultats

Nos conclusions sont robustes et ne sont pas affectées par différentes spécifications méthodologiques. Premièrement, nous avons choisi de transformer les variables à l’origine ordinales, telles que celles portant sur le compromis entre l’économie et l’environnement, en valeurs linéaires pour utiliser des régressions OLS qui permettent de synthétiser beaucoup plus facilement les résultats. Néanmoins, l’emploi de régressions logistiques ordinales aboutit à des conclusions similaires, tel qu’illustré par les tests additionnels présentés dans l’Annexe (voir les Graphiques A3–A6 de l’Annexe). Deuxièmement, nos résultats sont robustes à l’utilisation de modèles multiniveaux. Pour explorer cette piste, nous avons inclus les 78 circonscriptions fédérales (et non les 13 régions qui sont trop limitées en termes de variance au second niveau) et les Graphiques A7–A10 illustrent que nos résultats sont robustes à cette nouvelle spécification. Troisièmement, notre analyse inclut également les valeurs prédites par région concernant l’auto-positionnement des répondants sur l’axe idéologique gauche-droite. À cet égard, il est intéressant de noter que nos résultats sont cohérents avec ceux de Daoust (2017) concernant l’écart observé entre la région de Québec et le reste de la province : alors que Daoust signalait une différence de 0,039, nous trouvons une différence de 0,035 (voir les Graphiques A1 et A2 de l’Annexe).

Nous avons également examiné quatre opérationnalisations alternatives de notre conception géographique de la région de Québec, se résumant ainsi : (1) les sept

Tableau 3. Résumé des attentes et des résultats

| Variable | Croyance populaire | Résultat | $p < .05$? | Taille de la différence |
|-----------------------------|---------------------|------------------------------|-------------|-------------------------|
| Souveraineté | Moins souverainiste | Moins souverainiste | Oui | 0,07 |
| Attitudes économiques | Plus à droite | Plus à droite | Oui | 0,06 |
| Attitudes environnementales | Moins favorable | Moins favorable | Oui | 0,07 |
| Index attitudes culturelles | Plus conservatrice | N'est pas plus conservatrice | Non | N/A |
| Satisfaction démocratique | Moins satisfaits | Moins satisfaits | Oui | 0,02 |

Notes. Les résultats des régressions, à partir desquelles les valeurs prédites ont été calculées, sont présentés dans le Tableau A8.

circonscriptions initiales auxquelles s'ajoute Lévis – Lotbinière et Bellechasse – Les Etchemins – Lévis, couvrant la Communauté métropolitaine de Québec (la région de Québec et sa rive-sud); (2) seulement les six circonscriptions qui font partie (en partie ou totalité) de la ville de Québec; (3) seulement les circonscriptions englobant la ville de Québec et sa Rive-Sud; (4) les zones principalement urbaines de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ), ainsi que les circonscriptions incluant au moins une portion de la ville de Québec. Les détails complets sont disponibles dans l'Annexe. Ces quatre opérationnalisations alternatives sont présentées dans la Figure 7 et le Tableau A9 de l'Annexe en ligne. Les résultats, illustrés dans le Graphique A11 et présentés dans le Tableau A10, montrent une stabilité remarquable dans les effets examinés, indépendamment de l'opérationnalisation spécifique de la région de Québec utilisée. Nos conclusions ne sont donc clairement pas le fruit d'une conception particulière de la région de Québec.

Discussions et implications

Les études régionales sont cruciales pour mieux appréhender et analyser, entre autres, l'opinion publique des citoyens, la représentation démocratique et les stratégies des partis. Cependant, nous avons peu d'analyses approfondies des différences régionales dans l'opinion publique des citoyens sur des attitudes politiques clés pour la politique québécoise et canadienne. En utilisant une classification régionale séparant la province en treize régions distinctes, notre étude contribue à cette littérature en offrant, à notre connaissance, l'analyse régionale la plus riche de l'opinion publique au Québec sur des attitudes politiques considérées comme fondamentales en politique canadienne et québécoise. Bien que nos analyses aient débouché sur de nombreux résultats, il nous paraît judicieux de limiter notre exposé à trois implications majeures.

Premièrement, il existe une variation importante dans les attitudes politiques à travers les différentes régions du Québec. L'information descriptive présentée dans cette recherche est, à notre avis, très riche et nous espérons qu'elle incitera les chercheurs à se pencher davantage sur les causes et/ou les implications de la géographie politique de l'opinion publique au Québec.

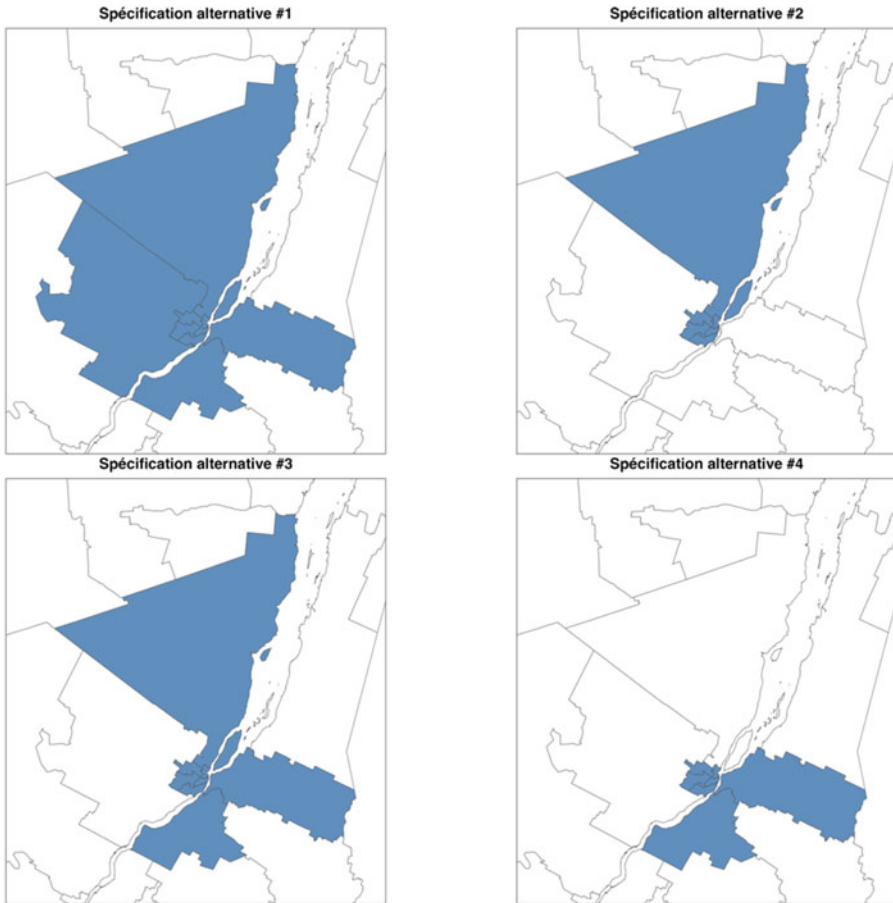


Figure 7. Spécifications alternatives de la région de Québec

Notes. Chaque spécification alternative est décrite en détail au Tableau A9 de l'Annexe en ligne.

Deuxièmement, notre réévaluation du « mystère de Québec » est ambivalente. D'une part, Québec semble bel et bien plus conservatrice quant aux attitudes économiques et plus défavorable à l'indépendance que le reste de la province. Ces résultats constituent certainement une clé importante pour comprendre le mystère de Québec et son appui plus important aux partis conservateurs. D'autre part, Québec n'est pas moins conservatrice quant aux attitudes culturelles (qui, selon certains, sont de plus en plus importantes) et n'exprime pas plus de mécontentement démocratique que le reste du Québec. Le simple fait que nos résultats soient nuancés apparaît surprenant considérant l'omniprésence de la croyance populaire quant au caractère distinct de la région de Québec. Une première explication de ce résultat étonnant pourrait être que les différences étaient plus prononcées par le passé et qu'elles sont moins évidentes en 2019 et 2021. Une seconde explication pourrait être que le « mystère de Québec » a été exagéré, et qu'une analyse plus fine, permise par un nombre plus élevé d'observations, suggère une vision qui n'est pas si simple. Cette seconde hypothèse s'accorde avec les

conclusions de Daoust (2017), qui n'a observé que des différences minimales en utilisant des données de 2012 et 2015. Quoi qu'il en soit, l'implication est claire et sans équivoque : une focalisation exclusive sur la région de Québec n'apparaît pas (ou plus) justifiée dans le contexte plus large des études régionales québécoises, pour une raison évidente que nous détaillons dans notre troisième et dernière considération générale.

Troisièmement, d'autres régions que celle de Québec se distinguent nettement en termes d'attitudes politiques clés et méritent une attention académique au moins équivalente à celle portée au « mystère de Québec ». Par exemple, les deux régions montréalaises affichent des inclinations systématiquement plus progressistes, tant sur les clivages économiques que culturels, et manifestent une satisfaction plus élevée à l'égard de la démocratie par rapport aux autres régions. À l'opposé, la région de Chaudière-Appalaches est nettement plus conservatrice. Ces distinctions, importantes en elles-mêmes, pourraient aussi éclairer les raisons pour lesquelles les différences entre la région de Québec et le reste du Québec auraient été surestimées. En effet, contraints par des limitations importantes de données, certains chercheurs ont été amenés à fusionner les régions de Chaudière-Appalaches et de Québec. Notre étude, qui différencie adéquatement ces deux régions, suggère que les travaux antérieurs ayant amalgamé Chaudière-Appalaches et la région de Québec pourraient avoir créé un artefact reflétant l'importance des effets véhiculés par la croyance populaire entourant le « mystère de Québec ». Cela souligne l'importance de préserver et de reconnaître les distinctions entre ces deux régions hétérogènes dans de futures recherches, qui se valent au moins tout autant que celles observées, par exemple, à Montréal. En fait, les politologues et les médias pourraient faire face à cette question tout à fait légitime : n'y a-t-il pas davantage un « mystère de Montréal » qu'un « mystère de Québec »?

Au final, nos résultats offrent beaucoup de comparaisons riches quant à la géographie des attitudes politiques fondamentales au Québec et permettent une réévaluation nuancée du mystère de Québec. Ces résultats sont en adéquation avec les soutiens historiques de la région aux partis politiques tels que l'Action démocratique du Québec (ADQ), le Parti conservateur du Québec (PCQ) et la Coalition Avenir Québec (CAQ), notamment car la région de Québec se positionne plus à droite par rapport aux considérations économiques et est moins favorable à l'indépendance du Québec. Toutefois, d'autres résultats vont à l'encontre de la croyance populaire du mystère de Québec. Par exemple, il n'y a pas de différences entre la région et le reste du Québec quant aux attitudes culturelles, et le niveau de mécontentement démocratique, qui est souvent utilisé comme une explication du vote adéquate de 2007 et caquiste de 2018, n'est pas différent du reste du Québec. Les nuances pointées par nos résultats suggèrent que nous ne possédons toujours pas la « clé » d'un mystère de Québec, et surtout, qu'il existe d'autres « mystères » régionaux qui sont au moins aussi importants que les différences observées entre la région de la capitale et le reste du Québec. Il reste donc encore beaucoup de travail dans le domaine des études régionales québécoises et canadiennes; nous espérons que notre recherche suscitera un engouement renouvelé pour ce genre de travaux.

Matériel supplémentaire. Le matériel supplémentaire pour cet article est disponible à l'adresse suivante : <https://doi.org/10.1017/S0008423924000271>.

Remerciements. Les auteurs souhaitent remercier les évaluateur.rices anonymes pour leurs commentaires et l'équipe éditoriale de la *Revue canadienne de science politique* pour leur soutien dans la préparation et la révision du manuscrit. Ils remercient également les participant.es du panel « *Regionalism(s) in Canadian Politics* » (présenté au Congrès de l'*American Political Science Association* à Los Angeles en 2023), notamment André Blais, Evelyne Brie, Jacob Robbins-Kanter et Daniel Westlake.

Notes

1 Cette littérature oppose généralement deux perspectives : les tenants de la présence de *Small Worlds*, qui suggèrent la présence d'importantes différences régionales dans les valeurs politiques, et les défenseurs de *Big Worlds* qui suggèrent que les différences régionales ne devraient pas être exagérées. Pour une synthèse et un récent éclairage très utile sur cette littérature, voir Blanchard (2023).

2 Les auteurs et autrices constatent que l'adhésion aux valeurs libérales est associée à un plus grand soutien en faveur des restrictions au port de symboles religieux minoritaires au Québec, alors que la relation inverse est observée dans le reste du Canada.

3 Tel qu'illustré dans le Tableau A1 qui inclut les statistiques descriptives de toutes les variables utilisées pour les élections de 2019 et 2021, il y a très peu de variation entre les deux ÉÉC. Ce constat est tout à fait cohérent avec l'approche théorique commune en études électorales au Canada (pour une application au Québec en politique fédérale, voir Daoust et Gareau-Paquette 2023), qui suggère que les variables que nous examinons, telles que l'orientation idéologique économique, seraient assez ou très stables dans le temps (surtout s'il s'agit d'un cycle électoral d'à peine deux ans).

4 Le nombre d'observations indiqué dans le Tableau 1 est plus que suffisant pour détecter des différences régionales, si elles existent. En utilisant les tailles d'effet trouvées par Daoust (2017) concernant l'idéologie des citoyens au Québec par rapport au reste du Québec (d de Cohen de 0,2), les analyses de puissance indiquent que nous atteignons une probabilité de 100 % de détecter une différence similaire pour une taille d'échantillon semblable à la nôtre.

5 Un répondant qui sélectionne l'option « Je ne sais pas / Préfère ne pas répondre » ou qui n'a pas répondu à la question est exclu des analyses.

6 Le codage de ces variables est fourni dans le Tableau A2 de l'Annexe en ligne

7 Pour une discussion sur les « effets de composition » dans les études régionales canadiennes, voir Cochrane et Perrella (2012) et Gidengil et collaborateurs (1999).

Bibliographie

- Arzheimer, Kai, Michael S. Lewis-Beck, et Jonathan Evans. 2016. *The Sage Handbook of Electoral Behaviour*. Newbury Park: SAGE Publishing.
- Bélanger, Éric, et Jean-François Daoust. 2020. « A Night to Remember: Perspectives on the Watershed 2018 Quebec Election ». *French Politics* 18: 213–220.
- Bélanger, Éric, Jean-François Daoust, Valérie-Anne Mahéo, et Richard Nadeau. 2022. *Le nouvel électeur québécois*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Bélanger, Éric, et Jean-François Godbout. 2022. « Les clivages politiques et le système partisan du Québec au 21e siècle ». *Recherches sociographiques* 63 (1–2) : 27–55.
- Bickerton, James. 2017. « Parties and Regions: Representation and Resistance ». Dans *Canadian Parties in Transition*, édité par Alain-G. Gagnon et A. Brian Tanguay, 44–63. Toronto : University of Toronto Press.
- Blais, André. 2005. « Accounting for the Electoral Success of the Liberal Party in Canada Presidential Address to the Canadian Political Science Association London, Ontario June 3, 2005 ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 38 (4) : 821–840.
- Blais, André, Donald E. Blake, et Stéphane Dion. 1990. « The public/private sector cleavage in North America: The political behavior and attitudes of public sector employees ». *Comparative Political Studies* 23 (3) : 381–403.

- Blanchard, Maxime. 2023. « Reassessing Provincial Political Cultures: Evidence from Five Decades of Canadian Public Opinion Surveys (1974–2019) ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 56 (2) : 279–299.
- Boily, Frédéric, et Timothy van den Brink. 2022. « Le retour du régionalisme en Alberta et dans l'Ouest ». *Études canadiennes/Canadian Studies. Revue interdisciplinaire des études canadiennes en France* 92 : 101–124.
- Brie, Evelyne, et Félix Mathieu. 2021. *Un pays divisé : identité, fédéralisme et régionalisme au Canada*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Chamberland, Jacques, André Blais, et Louis Massicotte. 2023. *Rapport de la commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales pour la province de Québec*. Ottawa : Commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales.
- Cochrane, Christopher, et Andrea Perrella. 2012. « Regions, Regionalism and Regional Differences in Canada ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 45 (4) : 829–853.
- Cossette-Lefebvre, Hugo, et Jean-François Daoust. 2020. « Nationalist and cosmopolitan approaches to the nation: a citizen's perspective and its electoral impact ». *French Politics* 18 : 293–313.
- Cramer, Katherine J. 2016. *The Politics of Resentment: Rural Consciousness in Wisconsin and the Rise of Scott Walker*. Chicago: University of Chicago Press.
- Cutler, Fred. 2008. « One voter, two first-order elections? » *Electoral Studies* 27 (3) : 492–504.
- Daoust, Jean-François. 2017. « Le mystère de Québec ». *Politique et Sociétés* 36 (2) : 143–158.
- Daoust, Jean-François. 2023. « L'évolution de l'importance de l'environnement dans l'opinion publique au Québec ». *Climatoscope* 5 : 65–69.
- Daoust, Jean-François, et André Blais. 2021. « Electoral Behaviour in Multilevel Systems ». Dans *Handbook on Decentralization, Devolution and the State*, édité par Ignacio Lago, 255–268. Cheltenham: Edward Elgar Publishing.
- Daoust, Jean-François, et Ruth Dassonneville. 2018. « Beyond Nationalism and Regionalism: The Stability of Economic Voting in Canada ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 51 (3) : 553–571.
- Daoust, Jean-François, et Thomas Gareau-Paquette. 2023. « Is Quebec independence still key in making sense of Canadian elections? A longitudinal analysis (2000–2021) ». *Regional & Federal Studies*, 1–26.
- Daoust, Jean-François, et Alexandra Jabbour. 2020. « An Extraordinary Election? A Longitudinal Perspective of the Québec 2018 Election ». *French Politics* 18 : 253–272.
- Drouilly, Pierre. 2003. « Qui a voté quoi, où et pourquoi ». Dans *Annuaire du Québec*, édité par Michel Venne, 598–618. Montréal : Fides.
- Durand, Claire, Jacinthe Dupuis, et Julie Racicot. 2012. « Dites-moi quel poste de radio vous écoutez, je vous dirai pour qui vous votez. Ou serait-ce plutôt l'inverse? ». *Communication. Information médias théories pratiques* 29 (2).
- Élections Québec. 2023. « Carte électorale du Québec ». <https://www.electionsquebec.qc.ca/cartes-electorales/carte-electorale-du-quebec/>.
- Elkins, David J., et Richard Simeon. 1980. *Small Worlds: Provinces and Parties in Canadian Political Life*. Toronto: Methuen Publications.
- Enos, Ryan D. 2017. *The Space between Us: Social Geography and Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Fobissie, Elsie N. 2019. « The Role of Environmental Values and Political Ideology on Public Support for Renewable Energy Policy in Ottawa, Canada ». *Energy Policy* 134.
- Gagné, Gilles, et Simon Langlois. 2002. *Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Gidengil, Elisabeth, André Blais, Joanna Everitt, Philippe Fournier, et Neil Nevitte. 2012. *Dominance and Decline : Making Sense of Recent Canadian Elections*. Toronto : University of Toronto Press.
- Gidengil, Elisabeth, André Blais, Richard Nadeau and Neil Nevitte. 1999. « Making Sense of Regional Voting in the 1997 Canadian Federal Election: Liberal and Reform Support Outside Quebec ». *Canadian Journal of Political Science* 32 (2): 247–272. <http://dx.doi.org/10.1017/S0008423900010489>.
- Godbout, Jean-François. 2013. « Les Élections au Québec de 1973 à 2012 ». Dans *Les Québécois aux urnes : Les partis, les médias et les citoyens en campagne*, édité par Frédéric Bastien, Éric Bélanger, et François Gélinau, 23–43. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

- Golder, Sona N., Ignacio Lago, André Blais, Elisabeth Gidengil, et Thomas Gschwend. 2017. *Multi-level Electoral Politics: Beyond the Second-Order Election Model*. Oxford : Oxford University Press.
- Guay, Jean-Hermann, et Serge Gaudreau. 2018. *Les Élections au Québec : 150 ans d'une histoire mouvementée*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Guérin, Daniel, et Richard Nadeau. 1998. « Clivage linguistique et vote économique au Canada ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 31 (3) : 557–572.
- Karmis, Dimitrios, et François Rocher. 2012. *La Dynamique Confiance-Méfiance dans les Démocraties Multinationales*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Lago, Ignacio. 2021. *Handbook on Decentralization, Devolution and the State*. Cheltenham : Edward Elgar Publishing.
- Langlois, Simon. 2005. « Jeunes hommes en colère à Québec : malaise de classe et de génération ». Dans *L'annuaire du Québec*, édité par Michel Venne, 92–94. Montréal : Fides.
- Langlois, Simon. 2006. « L'énigme de Québec n'est pas nouvelle : Un réflexe conservateur ou plutôt politique ? ». *Le Soleil*, le 27 janvier, p. 15.
- Langlois, Simon. 2007. « Sociologie de la ville de Québec ». *Les Cahiers des DIX* 61 : 993–1213.
- Lawson, Robert J. 2005. « Understanding Alienation in Western Canada: Is 'Western Alienation' the Problem? Is Senate Reform the Cure? ». *Journal of Canadian Studies* 39 (2) : 127–155.
- McGrane, David, et Loleen Berdahl. 2013. « "Small Worlds" No More: Reconsidering Provincial Political Cultures in Canada ». *Regional & Federal Studies* 23 (4) : 479–493.
- McKay, Lawrence. 2019. « 'Left Behind' People, or Places? The Role of Local Economies in Perceived Community Representation ». *Electoral Studies* 60 : 102046.
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). 2023. « Régions administratives ». <<https://www.mamh.gouv.qc.ca/organisation-municipale/organisation-territoriale/regions-administratives/>>. (Consulté le 12 septembre 2023.)
- Nadeau, Richard, Jean-François Daoust, et Ruth Dassonneville. 2023. « Winning, Losing, and the Quality of Democracy ». *Political Studies* 71 (2) : 483–500.
- Pammett, Jon H., et Chris Dornan. 2022. *The Canadian Federal Election of 2021*. Montréal : McGill-Queen's University Press.
- Pétry, François. 2013. « Le positionnement des partis dans l'espace politique québécois ». Dans *Les Québécois aux urnes : Les partis, les médias et les citoyens en campagne*, édité par Frédéric Bastien, Éric Bélanger, et François Gélinau, 59–72. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Pinard, Maurice, et Pat Rafail. 2007. « L'énigme des succès de la droite à Québec ». Dans *Droite et Démocratie au Québec : Enjeux et Paradoxes*, édité par Nelson Michaud, 121–138. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Polèse, Mario. 2011. « L'autre "Mystère de Québec". Regards sur une mutation économique étonnante (avec quelques mots sur la rencontre des deux mystères) ». Working Paper, no. 2011-05, Institut national de la recherche scientifique, mai 2011.
- Savoie, Justin, Clifton Van der Linden, et Charles Breton. 2020. « Realignment and Voter Issue Preferences in Quebec's 2018 Provincial Election: A Conjoint Experiment ». *French Politics* 18 : 273–292.
- Schwartz, Mildred A. 1967. *Public Opinion and Canadian Identity*. Berkeley: University of California Press.
- Siegfried, André. 1907. *Le Canada : les deux races*. Paris : Armand Colin.
- Silver, Daniel, et Diana Miller. 2014. « Cultural Scenes and Voting Patterns in Canada ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 47 (3) : 425–450.
- Simeon, Richard, et David J. Elkins. 1974. « Regional Political Cultures in Canada ». *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique* 7 (3) : 397–437.
- Stephenson, Laura B., Allison Harell, Daniel Rubenson, et Peter John Loewen. 2021. « Measuring Preferences and Behaviours in the 2019 Canadian Election Study ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 54 (1) : 118–124.
- Stephenson, Laura B., Allison Harell, Daniel Rubenson, et Peter John Loewen. 2022. « 2021 Canadian Election Study (CES) ». *Harvard Dataverse* 6.
- Stiers, Dieter, et Marc Hooghe. 2023. « Toward an Ever Looser Union? Investigating Diverging Trends in Public Opinion in Three Divided Societies ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* : 1–17.
- Thibault, Simon, Colin Scott, Frederick Bastien, et Colette Brin. 2023. « Le "Mystère de Québec" et son environnement médiatique 1 ». *Politique et Sociétés* 42 (2).

- Turgeon, Luc, et Antoine Bilodeau. 2014. « Minority Nations and Attitudes towards Immigration: the Case of Quebec ». *Nations and Nationalism* **20** (2) : 317–336.
- Turgeon, Luc, Antoine Bilodeau, Stephen E. White, et Ailsa Henderson. 2019. « A Tale of Two Liberalisms? Attitudes toward Minority Religious Symbols in Quebec and Canada ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* **52** (2) : 247–265.
- Villeneuve, Paul, Yvon Jodoin, et Marius Thériault. 2007. « L'énigme de Québec... ou de ses banlieues : une analyse de géographie électorale ». *Cahiers de Géographie du Québec* **51** (144) : 375–397.
- Walsh, Katherine C. 2012. « Putting Inequality in its Place: Rural Consciousness and the Power of Perspective ». *American Political Science Review* **106** (3) : 517–532.

Cite this article: Gareau-Paquette, Thomas et Jean-François Daoust. 2025. “Géographie politique de l’opinion publique québécoise et réévaluation du « mystère » de Québec.” *Revue canadienne de science politique* 1–26. <https://doi.org/10.1017/S0008423924000271>